

Dans l'unité syndicale, Allons là où ça se décide, au Ministère !

Nous, 41 collègues AED & AESH participant au stage syndical FO ces 29 et 30 juin 2023 à Nantes et à Saint-Nazaire, constatons que les mobilisations et grèves successives des AESH et des AED, dans l'unité de leurs organisations syndicales, ont contraint le gouvernement à faire quelques concessions.

Pour autant, le compte n'y est pas :

Nous voulons un vrai statut de la Fonction publique avec tous les droits qui lui sont attachés, qui reconnaisse la spécificité de nos missions respectives. Parmi ces droits, le droit à une pension calculée sur les six derniers mois de notre carrière : nous rappelons notre volonté de faire abroger la « réforme » des retraites.

Nous voulons un vrai salaire, aligné sur la grille de catégorie B, avec une revalorisation du point d'indice à minima à hauteur de 10 % tout de suite.

Nous voulons un temps plein à 24 heures hebdomadaires.

Nous voulons une vraie formation qualifiante, à la hauteur de nos missions.

Nous voulons l'abandon des PIAL, dont la logique de mutualisation se fait au détriment de nos conditions de travail et de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Que le gouvernement réponde à nos revendications légitimes et il n'y aura plus de problème alors d'« attractivité » ni de recrutement !

Par ailleurs, nous refusons la fusion de nos missions respectives d'AED et d'AESH au sein d'un « *métier d'accompagnant à la réussite éducative* » qui vise à faire de nous la variable d'ajustement de la pénurie généralisée.

Nous appelons à signer et à faire signer la [pétition intersyndicale des AESH du Maine-et-Loire](#) pour « *sauver le métier d'AESH* ».

Pour obtenir satisfaction sur nos revendications et combattre toute régression, nous estimons qu'il est nécessaire de monter d'un cran dans le rapport de force.

Pour ce faire, nous nous prononçons pour l'organisation dans les meilleurs délais, dans la grève et la manifestation, si possible dans l'unité syndicale la plus large, d'une nouvelle montée à Paris, au ministère, là où ça se décide.

Partout, lors de nos audiences ou des instances régulières, la DSDEN ou le rectorat nous répondent : « on ne sait pas, c'est le ministère ». Alors allons chercher nos réponses au ministère.

Toutes et tous ensemble, nous gagnerons.